

après la récession, et il n'a pu faire mieux qu'un taux de 7,3 p. 100 en septembre.

Depuis, le taux est remonté à 7,4 p. 100 en octobre et à 7,6 p. 100 en novembre. Le ministre des Finances lui-même prédit que le taux de chômage passera à 8,5 p. 100 en 1990 et d'autres laboratoires de pensée comme le Conference Board du Canada prévoient un taux de chômage de 9 p. 100.

Nous voulons que le gouvernement prennent au sérieux ces pertes d'emplois et ces fermetures d'usines ainsi que les travailleurs qui sont jétés sur le pavé aussi. Cela ne donne rien de leur rappeler qu'il s'est créé des emplois dans d'autres coins du pays. Ce que les travailleurs de la Générale électrique et d'autres usines veulent savoir—j'ai la liste des usines qui ferment leurs portes à Montréal: Gillette, 590 emplois; Weston Foods, 360 emplois; Simpsons, 1 000 emplois; VIA Rail, et ainsi de suite.

Ces personnes veulent savoir ce que fera le gouvernement pour les aider à obtenir des emplois analogues. Elles ne veulent pas entendre le premier ministre et la ministre de l'Emploi et de l'Immigration répéter sans cesse quel travail admirable ils ont accompli en réduisant le taux de chômage à 7,3 p. 100, taux qui est maintenant passé à 7,6 p. 100.

J'espère que le secrétaire parlementaire, qui répond au nom de la ministre, nous dira ce soir de quels programmes et de quelles politiques le gouvernement dispose pour aider les personnes qui ont perdu leur emploi à cause du libre-échange, de la rationalisation et des changements structurels. Ces gens-là ne sont pas des abstractions et veulent de vraies réponses à leurs questions.

**M. Bill Kempling (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Madame la Présidente, au nom de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, je voudrais répondre de façon plus détaillée à la question posée le 4 décembre par le député de Notre-Dame-de-Grâce.

Je commencerai par dire que l'usine de la compagnie Générale Électrique dont il parle produisait des ampoules pour des projecteurs. L'usine était très vieille. La technologie a changé. Les gens se servent de magnétoscopes de nos jours, et la direction a pris la décision de déménager aux États-Unis le reste de cette production réduite.

### *L'ajournement*

La région métropolitaine de Montréal, avec ses activités et son infrastructure diversifiées, est une force importante non pas seulement dans l'économie du Québec mais dans celle de l'ensemble du Canada. Il y a eu une amélioration sensible de la situation globale de l'emploi depuis cinq ans, surtout par rapport à la situation qu'on y a connue durant la période de 1980 à 1984.

Durant les quatre années précédant août 1984, l'emploi à Montréal a diminué et le taux de chômage a augmenté. Par un contraste marqué, on comptait 148 000 personnes de plus occupant un emploi à Montréal en novembre 1989 qu'il n'y en avait en novembre 1984, peu après l'arrivée de notre gouvernement au pouvoir.

Malgré une croissance vigoureuse de la population active, on y dénombrait environ 46 000 chômeurs de moins, et le taux de chômage, à 8 p. 100, est inférieur de 3,7 à ce qu'il était il y a cinq ans. Rien que l'an dernier, le nombre des emplois y a augmenté de 16 000, celui des chômeurs y a diminué de 13 000 tandis que le taux de chômage baissait de presque un pour cent pour passer à 8 p. 100.

Le marché montréalais du travail est dynamique; de nombreuses entreprises y ouvrent leurs portes ou y prennent de l'expansion, ce qui fait plus que compenser les cas de mises à pied ou de fermetures d'entreprises que cite le député. Il y a certes eu des mises à pied en novembre, mais il y a eu aussi de bonnes nouvelles. Parmi celles-ci, l'annonce de la construction d'une usine de traitement des eaux usées de 250 millions de dollars dans l'est de Montréal, la discussion de la construction d'un complexe de bureaux de 225 millions et l'expansion de la raffinerie de l'est de Montréal au coût de 200 millions. Cela fait suite à des annonces antérieures telles que le contrat de 2,3 milliards que Bombardier a obtenu de l'Aérospatiale française.

Depuis 1985, l'action commune des différents niveaux de gouvernement pour améliorer la situation économique de Montréal a comporté deux grandes initiatives fédérales: en 1985, la création du comité ministériel sur le développement de la région de Montréal, comité dont le rôle est de conseiller le gouvernement sur la façon de renforcer le rôle de Montréal comme centre de développement; en 1986, la création du comité pour la relance de l'économie et de l'emploi de l'est de Montréal.

Il y a eu également des initiatives concrètes de la part du gouvernement fédéral, notamment de la part d'Emploi et Immigration Canada, pour aider Montréal. Ainsi, en 1988-1989, le ministère a investi 87 millions à Mon-